



## Plan de financement de l'investissement réalisé

	Montant (€)	Part (%)	Informations complémentaires
Coût des investissements réalisés		100 %	
Autofinancement			
Prêts			<sup>1</sup>
Prêts bonifiés			<sup>1</sup>
Prêts à taux zéro			<sup>1</sup>
Aides publiques			
<b><u>Détail des aides publiques :</u></b>			
FranceAgriMer			<sup>2</sup>
Conseil régional			<sup>2</sup>
Conseil général			<sup>2</sup>
Autres collectivités territoriales <sup>3</sup>			<sup>2</sup>
Organisation de producteurs via les fonds opérationnels			<sup>2</sup>
ADEME			
PVE – PPE			<sup>2</sup>
Equivalence prêts bonifiés ou prêts à taux zéro			<sup>2</sup>
FEADER			
Autres <sup>3</sup>			<sup>2</sup>
<b><u>Détail des aides privées :</u></b>			
Certificat d'économie d'énergie : - hypothèse en €/KWh - valorisation sur l'ensemble du projet			
Autres <sup>3</sup>			

<sup>1</sup> indiquer la durée et le taux du prêt

<sup>2</sup> indiquer la date de paiement de l'aide

<sup>3</sup> préciser

- **Bénéficiez –vous d'un financement par crédit bail :**       oui  non

Si oui : organisme : \_\_\_\_\_...Durée du bail : \_\_\_\_ ans

Pour quels investissements: \_\_\_\_\_

- **Mode d'attribution de l'aide choisie**

- attribution de l'aide au bailleur : Le montant versé est déduit de la valeur du capital à amortir ou la durée du contrat est revue à la baisse.
- attribution de l'aide au preneur : Le montant versé est calculé sur la base des loyers effectivement payés (capital + frais financiers).

**Etat récapitulatif des factures**

N° de poste	Libellé du poste de dépenses éligibles	Fournisseurs	N° de la facture	Date d'édition	Date d'acquittement	Coût HT des factures (€)	Total par poste (€) (1)	Aide de FranceAgriMer sollicitée	Colonnes réservées à FranceAgriMer	
									Coût HT agréé (€)	Total par poste agréé (€)
								<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
								<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
								<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
								<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
<b>TOTAL</b>										

(1) Montant à reporter dans le tableau suivant, colonne « Montant global HT »



## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

### J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- que je respecte les normes minimales requises dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement concerné par la demande d'aide,
- que je suis à jour de mes obligations fiscales et sociales légalement exigibles aux régimes de base obligatoires de protection des salariés et des non salariés,
- que je tiens une comptabilité conforme au "Plan comptable" et que je suis soumis à l'imposition T.V.A., d'après le régime normal ou simplifié agricole (R.S.A.),
- l'exactitude des renseignements concernant ma situation et concernant le projet d'investissement,
- que j'ai pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la circulaire en vigueur.

### Je m'engage (nous nous engageons) pendant une période de 5 ans à compter de la date de signature de la convention par FranceAgriMer à :

- ne pas changer la destination des investissements aidés, ni les mettre à la disposition de tiers sous quelle que forme que ce soit ;
- maintenir les installations en bon état de fonctionnement et pour un usage identique
- ne pas poser de panneaux photovoltaïques sur les serres faisant l'objet de la demande ;
- poursuivre une activité agricole et continuer à me consacrer à l'exploitation au sens de l'article L411-59 du code rural et de la pêche maritime ;
- en cas de changement de statut à ce que la nouvelle structure respecte les critères d'éligibilité visés à l'article 3.1 et les conditions fixées à l'article 3.2 de la décision AIDES/SAN/D2013-78
- informer FranceAgriMer de toute modification (raison sociale, affiliation à l'organisation économique, liquidation judiciaire, ...) dans les 30 jours suivants ces modifications ;
- conserver l'ensemble des pièces justificatives des investissements réalisés pendant les trois années suivant la fin des engagements ;
- me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs, sur pièces ou sur place ;
- transmettre l'ensemble de mes obligations, par acte notarial, à un éventuel repreneur ainsi que les pièces justificatives des investissements réalisés.

**Je suis informé (nous sommes informés)** qu'en cas d'irrégularité, de non respect de mes (nos) engagements ou de non transmission des engagements à un repreneur, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur

Fait à \_\_\_\_\_, le /\_\_ \_\_/ \_\_ \_\_/ \_\_ \_\_/

Nom et signature<sup>3</sup>

<sup>3</sup> Nom et signature du demandeur (si individuel) ou de l'ensemble des associés (si GAEC) ou de l'ensemble des associés exploitants détenant chacun au moins 10 % du capital social légal (si autre société) précédé de la mention « je reconnais avoir pris connaissance de la décision AIDES/SAN/D2013-78 et de ses annexes ». Chaque signataire devra mettre ses initiales sur chaque page de la demande d'aide

**Réservé à FranceAgriMer**

N° de dossier M.....

	Date de réception	Date de transmission DDT
FranceAgriMer		